

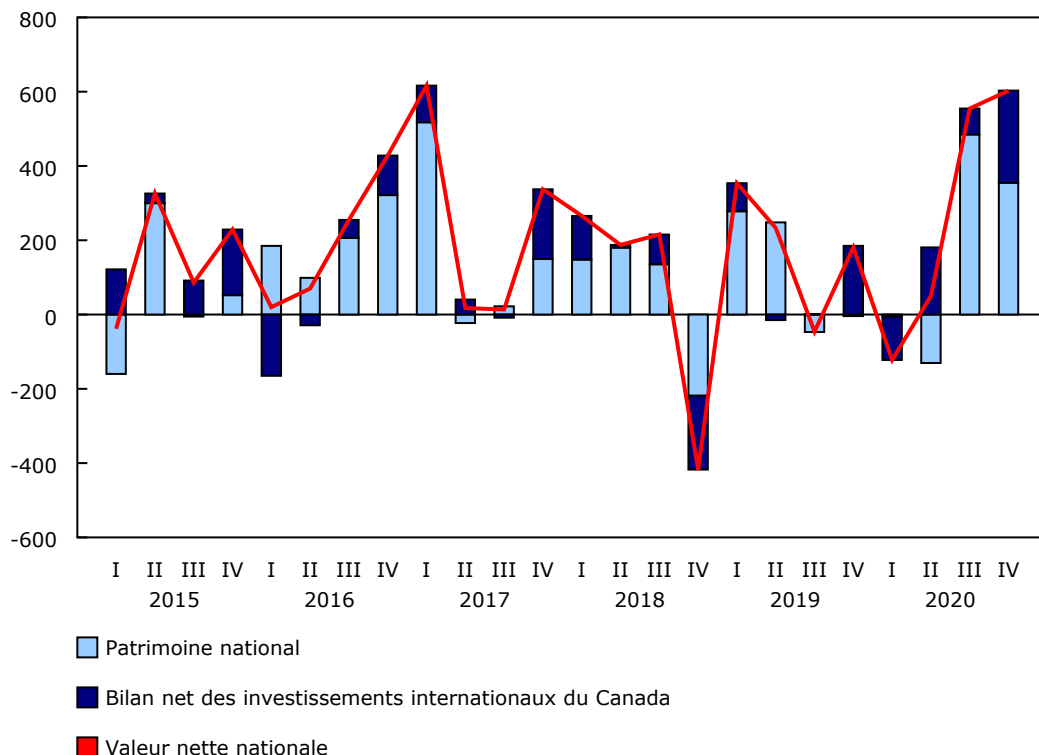
Comptes du bilan national et des flux financiers, quatrième trimestre de 2020

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le vendredi 12 mars 2021

La valeur nette nationale augmente à mesure que les marchés financiers et du logement prennent de la vigueur

Graphique 1
Variation de la valeur nette nationale, selon la composante

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 36-10-0580-01.

La valeur nette nationale, soit la somme du patrimoine national et de la position d'actif net étranger du Canada, a augmenté de 602,9 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent pour se chiffrer à 13 776,7 milliards de dollars au quatrième trimestre. Cette augmentation est attribuable à une deuxième hausse consécutive de la valeur des actifs non financiers et à l'amélioration continue de la position d'actif net étranger du Canada, qui représente la différence entre la valeur de l'actif et du passif du Canada par rapport au reste du monde. La valeur nette nationale par habitant a augmenté pour passer de 343 172 \$ à 357 955 \$. À la fin de l'année, la valeur nette avait augmenté de plus de 1 billion de dollars depuis la fin de 2019. Près des deux tiers de cette hausse provenaient de l'expansion du patrimoine national du Canada et le reste provenait de la position d'actif net étranger du Canada, qui a affiché la plus forte augmentation annuelle depuis 2015.

L'économie canadienne a accru de 354,8 milliards de dollars le patrimoine national au quatrième trimestre, et la valeur des actifs non financiers a atteint 12 416,1 milliards de dollars. La valeur des biens immobiliers résidentiels a augmenté de 3,3 %, ce qui marque un deuxième trimestre consécutif de croissance prononcée, au moment où les



investissements dans les biens immobiliers résidentiels, tant neufs qu'existants, demeuraient vigoureux. Le patrimoine en ressources naturelles a augmenté pour un deuxième trimestre consécutif pour se chiffrer à 119,6 milliards de dollars. Entre-temps, le stock des machines et du matériel a diminué pour un troisième trimestre consécutif en raison d'un faible niveau d'investissement qui n'a pas suivi le rythme de la dépréciation.

Malgré les déficits continus du compte courant et la nécessité connexe d'emprunter à l'étranger, la position d'actif net étranger du Canada a poursuivi sa tendance à la hausse au quatrième trimestre pour atteindre un sommet inégalé de 1 360,6 milliards de dollars. Pour un troisième trimestre consécutif, la croissance (+248,1 milliards de dollars) a été attribuable à la hausse du cours des actions étrangères, puisque les principaux marchés boursiers étrangers ont dépassé le marché boursier canadien au quatrième trimestre, et a été atténuée par l'effet de réévaluation provenant des fluctuations des taux de change.

Faits saillants

Au quatrième trimestre, l'économie canadienne a poursuivi sa reprise, quoiqu'à un rythme plus lent, au moment où les ménages et les entreprises continuaient à s'adapter aux réalités de la pandémie de COVID-19 et aux défis connexes. Les Canadiens ont réduit encore plus leur dépendance aux mesures de soutien du gouvernement à mesure que la rémunération des employés a repris du terrain perdu. Les subventions et les transferts gouvernementaux ont continué de diminuer graduellement, en baisse pour un deuxième trimestre consécutif, mais ont néanmoins fait augmenter l'épargne des ménages et contribué à maintenir le taux d'épargne à au moins 10 %. L'administration publique fédérale a continué de remplacer les emprunts à court terme par des titres à plus long terme, émettant un montant record d'obligations au cours du trimestre. Bien que les emprunts gouvernementaux aient profité de la faiblesse des taux d'intérêt, les ménages aussi puisqu'ils ont ajouté un montant record à la dette hypothécaire pour un deuxième trimestre consécutif. Cependant, les marchés immobiliers en pleine effervescence dans de nombreuses régions ont contribué à propulser les prix des maisons à la hausse, la croissance de la valeur des biens immobiliers ayant dépassé les emprunts hypothécaires, ce qui a fait grimper la valeur nette des propriétaires. À la fin de 2020, les marchés boursiers canadiens avaient récupéré leurs pertes à la suite de la panique du marché plus tôt cette année, alors que les Canadiens cherchaient des endroits où conserver leurs économies excédentaires. Cela comprend les comptes auprès des institutions financières, car les ménages ont accumulé des devises et des dépôts à un rythme record au cours de l'année.

Les ménages continuent de réaliser d'importantes économies

L'épargne du secteur des ménages, à savoir les fonds dont ils disposent pour accroître leur patrimoine, est demeurée élevée pour un quatrième trimestre consécutif, car le soutien gouvernemental direct par les transferts et indirect par les subventions aux entreprises a continué d'assurer le maintien des revenus des ménages.

Trois trimestres consécutifs de taux d'épargne d'au moins 10 % ont placé les ménages dans une situation de prêt net pour un troisième trimestre d'affilée; cela signifie que leurs opérations en actifs financiers ont dépassé leurs opérations en passifs (c.-à-d. en emprunts), les ménages ayant contribué au patrimoine financier global. Les ménages ont ajouté plus de 48 milliards de dollars à leurs devises et à leurs dépôts au quatrième trimestre, ce qui a clôturé une année où cet actif a augmenté de 207,4 milliards de dollars, soit près du double de l'augmentation de l'année précédente. La robustesse de l'épargne a également réduit la dépendance des ménages à l'égard du crédit et a augmenté les liquidités disponibles pour investir dans des produits immobiliers ou financiers.

Le patrimoine des ménages augmente malgré une année difficile

La valeur nette du secteur des ménages, c'est-à-dire la valeur de tous les actifs moins les passifs, a augmenté de 3,7 % pour s'établir à 12 788,9 milliards de dollars au cours du quatrième trimestre, en hausse de 9,3 % au cours de 2020. La valeur des actifs financiers a augmenté de 285,6 milliards de dollars, en partie en raison de l'augmentation des avoirs en devises et en dépôts des ménages canadiens. L'incidence la plus importante est attribuable à la croissance de la valeur du patrimoine des régimes de retraite et des actions, y compris les

augmentations notables de la valeur des fonds communs de placement. Les marchés boursiers ont terminé l'année sur une bonne note, malgré un début difficile dans la première partie de 2020. La Bourse de Toronto (TSX) a progressé de 8,1 % au cours du trimestre, tandis que les marchés internationaux ont également affiché des hausses appréciables, notamment l'indice Standard and Poor's 500 (+11,7 %). Bien que les ménages ne détiennent pas de grandes quantités d'actions étrangères directement, ils possèdent des avoirs importants indirectement par l'entremise de fonds communs de placement et de fonds de pension. À la fin de l'année, le TSX avait dépassé sa valeur d'avant la pandémie de 2,2 %, les ménages ayant effacé leurs pertes en actions cotées en bourse du premier trimestre.

En contrepartie des hausses des actifs financiers, le passif a augmenté de 1,5 %, principalement en raison d'un deuxième trimestre consécutif d'emprunts hypothécaires records. D'une année à l'autre, les actifs financiers ont augmenté de 6,8 %, tandis que les passifs financiers ont augmenté de 4,2 %.

Les biens immobiliers résidentiels, facteur clé des hausses du patrimoine

La valeur des actifs non financiers a augmenté de 211,7 milliards de dollars au cours du trimestre, principalement en raison d'une augmentation de 3,4 % des biens immobiliers résidentiels, dont la valeur a dépassé 6 billions de dollars pour la première fois depuis que ces données sont recueillies. L'activité de revente des biens immobiliers résidentiels est demeurée vigoureuse, celle-ci ayant affiché une hausse de 5,2 % sur une base désaisonnalisée, à la suite d'un rebond important au troisième trimestre, alors que les ventes se sont redressées à la suite du confinement au début de l'année. Malgré les répercussions importantes des restrictions liées à la pandémie, plus de 61 000 unités de plus ont été vendues en 2020 comparativement à 2019, tandis que la valeur des biens immobiliers résidentiels a augmenté de 11,6 % par rapport à l'année précédente, le rythme le plus rapide depuis 2006.

Selon l'[Indice des prix des propriétés résidentielles](#) de Statistique Canada, les prix de revente ont augmenté de 9,4 % au cours de l'année, tandis que les prix des nouvelles constructions ont augmenté de 6,4 %; le prix de vente moyen des maisons existantes dépassait 600 000 \$ à la fin de l'année. L'investissement en logement (données désaisonnalisées), qui comprend les nouveaux achats, a atteint son niveau le plus élevé jamais enregistré, éclipsant ainsi largement le sommet atteint au trimestre précédent. L'augmentation a été généralisée, les rénovations (+6,5 %), les nouvelles constructions (+6,3 %) et les coûts de transfert de propriété (+5,7 %), soit les frais associés à l'achat d'une maison, ayant affiché une croissance.

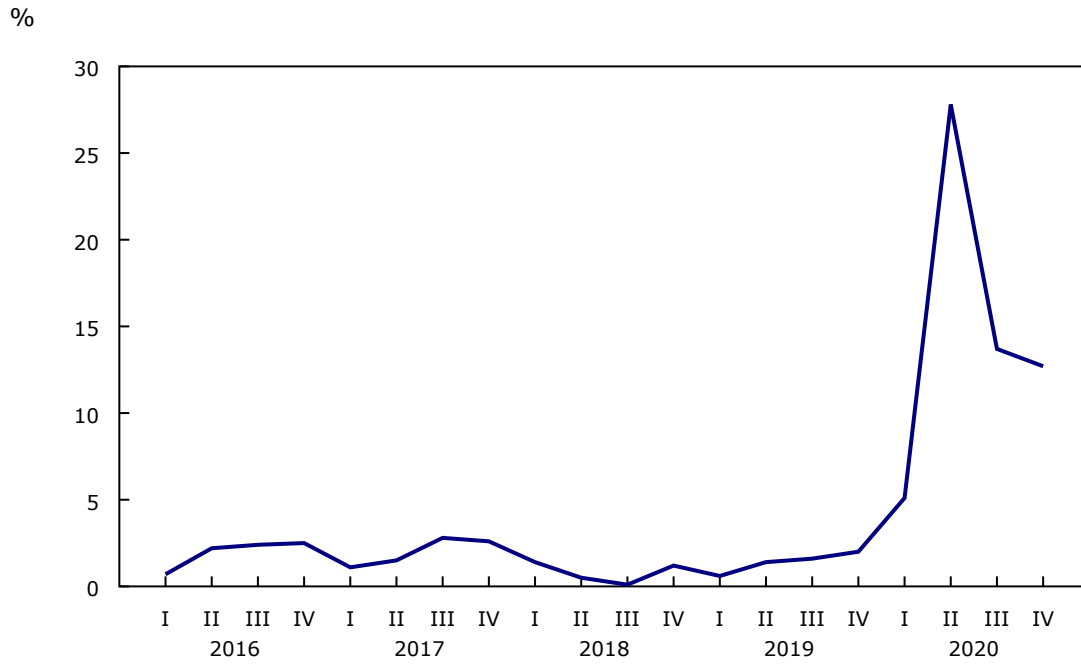
Répartition inégale des hausses du patrimoine des ménages

En extrapolant à partir des répartitions infra-annuelles expérimentales des [comptes économiques répartis pour le secteur des ménages](#) (CERSM) publiées récemment, il est évident que les ménages n'ont pas profité de façon égale des augmentations observées sur les marchés financiers et du logement au cours de l'année. Les ménages dont le principal soutien économique était âgé de moins de 35 ans détenaient le patrimoine dont le niveau était le plus faible de tous les groupes d'âge, celui-ci affichant une valeur nette d'environ 231 000 \$ à la fin de 2020 comparativement à plus de 1,1 million de dollars pour les ménages dont le principal soutien économique était âgé de 55 ans et plus. Au cours de l'année, les ménages plus âgés ont accru leur patrimoine de plus de 91 000 \$, en moyenne, comparativement à moins de 27 000 \$ pour les ménages plus jeunes. Toutefois, compte tenu du faible niveau de richesse au début de l'année chez les jeunes ménages, ils ont enregistré une augmentation relative plus importante de leur patrimoine (+13,1 %) que chez les ménages plus âgés (+8,9 %).

Posséder une propriété est essentiel pour observer une hausse de la valeur nette

En 2020, les ménages propriétaires d'une maison ont accru de plus de 1 billion de dollars leur valeur nette, tandis que les locataires ont vu leur valeur nette augmenter de moins de 90 milliards de dollars. Au cours de l'année, les propriétaires ont profité de prix des biens immobiliers soutenus, ce qui a contribué à faire augmenter leurs avoirs non financiers, principalement concentrés dans l'immobilier, d'environ 66 000 \$ en moyenne par ménage, tandis que les locataires ont accru leur valeur de moins de 5 000 \$ par ménage.

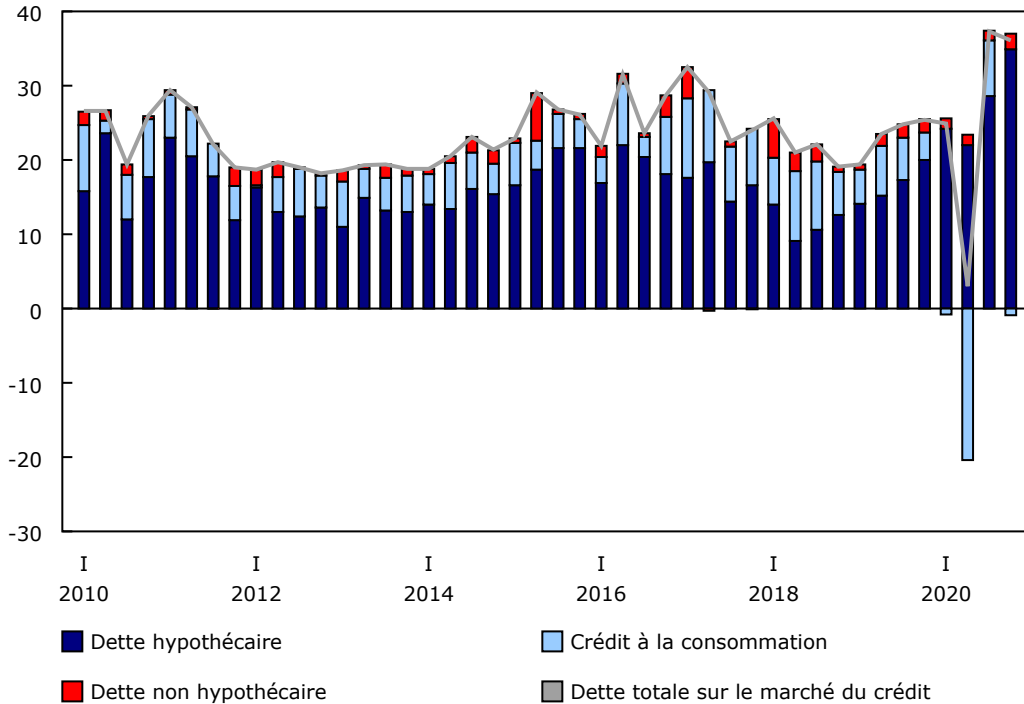
Graphique 2
Taux d'épargne des ménages, données désaisonnalisées



Source(s) : Tableau [36-10-0112-01](#).

Graphique 3
Dettes des ménages sur le marché du crédit, flux désaisonnalisés

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 38-10-0238-01.

Les prêts hypothécaires sont solides à la fin de l'année

Sur une base désaisonnalisée, les emprunts totaux sur le marché du crédit ont atteint 36,1 milliards de dollars au quatrième trimestre, en légère baisse par rapport au niveau record enregistré au trimestre précédent. La demande de prêts hypothécaires a atteint 34,9 milliards de dollars, dépassant le niveau record du trimestre précédent. Cependant, dans un contexte de ralentissement des dépenses des ménages, les prêts non hypothécaires, y compris le crédit à la consommation, ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, après avoir enregistré une forte baisse au deuxième trimestre (-19,0 milliards de dollars) et un rebond partiel au troisième trimestre (+8,8 milliards de dollars). Plus particulièrement, les emprunts non hypothécaires n'ont pas suivi la tendance saisonnière des soldes à augmenter à la fin de l'année, car la demande de prêts hypothécaires représentait près de 97 % de tous les emprunts au quatrième trimestre.

L'encours de la dette sur le marché du crédit (crédit à la consommation, prêts hypothécaires et prêts non hypothécaires) s'est élevé à 2 445,5 milliards de dollars à la fin du trimestre. La dette hypothécaire s'est établie à 1 658,0 milliards de dollars et les prêts non hypothécaires ont totalisé 787,5 milliards de dollars. Les ménages ont réduit leur solde de carte de crédit auprès des banques à charte de 3,2 % au quatrième trimestre, surtout en décembre, et ont terminé l'année avec une réduction globale de 1,6 % de la dette non hypothécaire de tous les prêteurs par rapport à 2019. Les emprunts hypothécaires ont augmenté de 7,1 % par rapport à l'année précédente, mais, dans l'ensemble, la dette totale sur le marché du crédit a augmenté de 4,1 % au cours de l'année, un rythme pour un quatrième trimestre qui a été dépassé pas plus tard qu'en 2017.

Le fardeau de la dette varie selon l'âge et le quintile de revenu

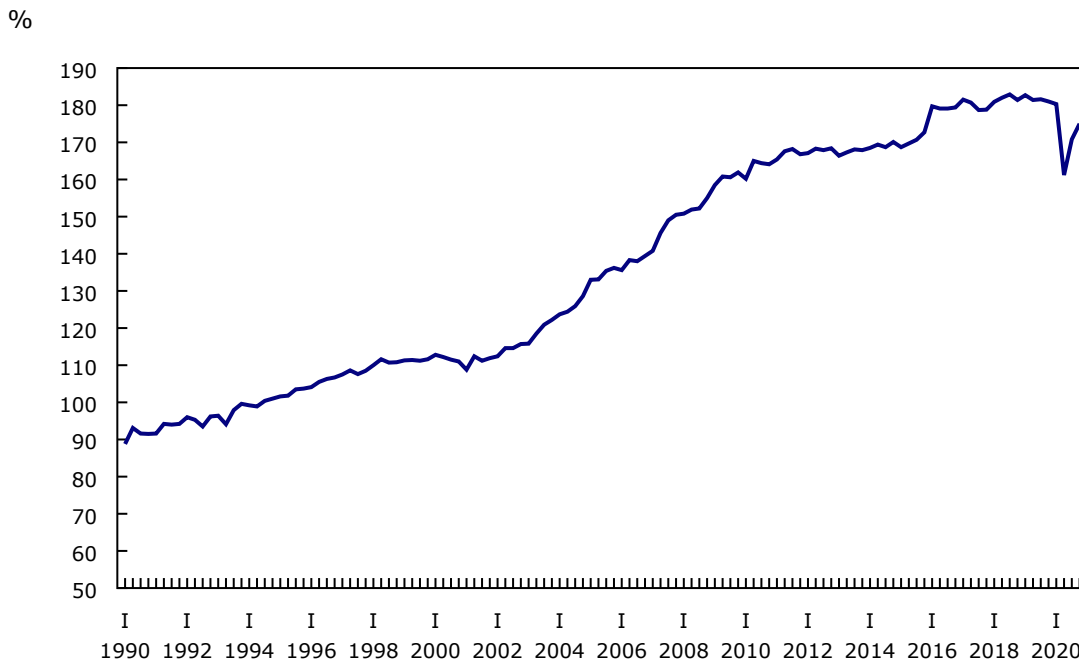
Certains ménages étaient plus économes que d'autres en ce qui concerne leur dette. En extrapolant à partir de la dernière publication des CERSM, les ménages de tous les quintiles de revenus ont réduit leur dette non hypothécaire en 2020, les ménages à revenu plus élevé ayant tendance à réduire leur endettement d'un montant plus important en termes absolus. Les ménages dont le soutien économique principal était âgé de moins de 35 ans représentaient la plus grande part, près de 28 %, du montant d'environ 110 milliards de dollars de dette hypothécaire ajoutés en 2020.

Le ratio du service de la dette des ménages et le ratio de la dette au revenu demeurent inférieurs aux niveaux observés avant la pandémie

Le ratio du service de la dette des ménages, qui correspond au total des paiements obligatoires du capital et des intérêts sur la dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible des ménages, a augmenté pour passer de 13,18 % à 13,58 %, bien que le ratio ait été inférieur de 9,8 % par rapport à son sommet du troisième trimestre de 2019. À la fin de 2020, la grande majorité des reports de dette étaient terminés. Malgré le rythme soutenu des emprunts hypothécaires, les paiements d'intérêts sur la dette ont diminué dans l'ensemble, tandis que les paiements obligatoires du capital ont augmenté.

La dette des ménages sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible des ménages a augmenté pour passer de 170,8 % à 175,0 %, alors que la croissance de l'encours de la dette sur le marché du crédit (+1,4 %) a contrasté avec une baisse de 1,0 % du revenu disponible des ménages. Autrement dit, il y avait 1,75 \$ de dette sur le marché du crédit pour chaque dollar de revenu disponible des ménages, comparativement à 1,81 \$ à la fin de 2019.

Graphique 4 Dette des ménages sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible des ménages, données désaisonnalisées



Source(s) : Tableau 38-10-0238-01.

L'administration publique fédérale continue d'échanger des titres d'emprunt à court terme contre des titres d'emprunt à long terme

La demande de titres d'emprunt de l'administration publique fédérale sur le marché du crédit s'est chiffrée à 36,0 milliards de dollars au quatrième trimestre. Contrairement au troisième trimestre, au cours duquel les émissions nettes d'obligations ont été presque entièrement compensées par les liquidations nettes de bons du Trésor, l'augmentation des emprunts au quatrième trimestre a été alimentée par des émissions nettes d'obligations fédérales affichant un niveau record de 93,9 milliards de dollars qui ont été partiellement contrebalancées par les liquidations nettes d'effets à court terme (57,5 milliards de dollars). Ce passage de titres d'emprunt à court terme à des titres d'emprunt à plus long terme s'est poursuivi pour le deuxième trimestre consécutif.

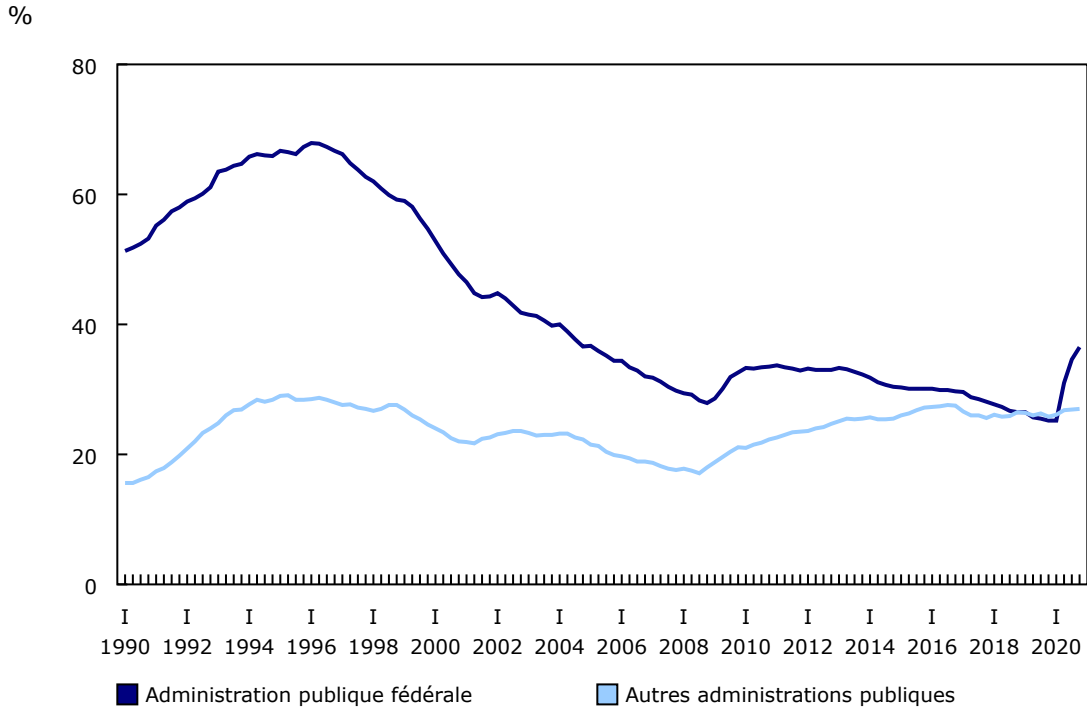
Les autres ordres de gouvernement (à l'exclusion des caisses de sécurité sociale) ont emprunté 11,1 milliards de dollars au quatrième trimestre soit moins de la moitié du montant du trimestre précédent, dont les émissions d'obligations provinciales représentaient la plus grande part. Les autres ordres de gouvernement ont également réduit leurs passifs en effets à court terme en effectuant des liquidations nettes de 3,9 milliards de dollars.

La demande de l'administration publique fédérale pour la dette sur le marché du crédit en 2020 a atteint 370,0 milliards de dollars, tandis que d'autres ordres de gouvernement (à l'exclusion des caisses de sécurité sociale) ont acquis 110,3 milliards de dollars de fonds des marchés du crédit.

Le ratio de la dette au produit intérieur brut augmente, mais plus lentement au quatrième trimestre

Le ratio de la dette nette de l'administration publique fédérale (valeur comptable du total des passifs financiers moins le total des actifs financiers) au produit intérieur brut (PIB) a augmenté pour s'établir à 36,5 % au cours du trimestre, ce qui est nettement supérieur au niveau de 25,2 % enregistré à la fin de l'année précédente, mais marque un ralentissement notable par rapport à la croissance observée aux deuxième et troisième trimestres de 2020. Parallèlement, le ratio de la dette nette des autres administrations publiques au PIB a affiché des tendances similaires, celui-ci s'élevant à 27,1 % au cours du trimestre, par rapport à 25,8 % à la fin de 2019. L'augmentation de ces ratios témoigne à la fois du ralentissement économique découlant de la pandémie et de l'augmentation des emprunts pour lutter contre le ralentissement.

Graphique 5
Dettes nettes (valeur comptable) en pourcentage du produit intérieur brut



Source(s) : Tableau 38-10-0237-01.

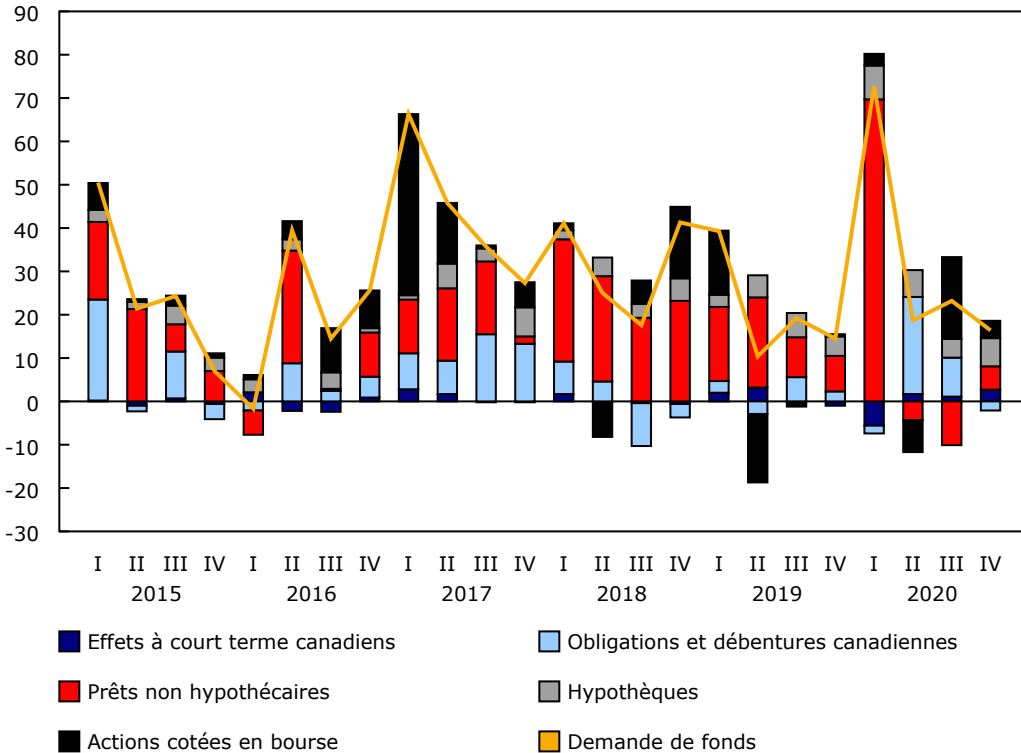
Les sociétés privées non financières exigent moins de fonds

La demande de fonds des sociétés privées non financières était relativement faible, celle-ci s'étant chiffrée à 16,4 milliards de dollars au quatrième trimestre, en baisse par rapport à la valeur de 23,2 milliards de dollars enregistrée au trimestre précédent. Les fonds ont été recueillis principalement par l'entremise de prêts.

L'administration publique fédérale a continué d'accorder des prêts non hypothécaires à des sociétés privées non financières au quatrième trimestre (+7,6 milliards de dollars) par l'entremise de programmes gouvernementaux, comme le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, qui a été élargi en décembre. Pendant toute l'année, l'administration publique fédérale a fourni 41,4 milliards de dollars de ce type de financement. D'autre part, les prêts non hypothécaires auprès des banques à charte ont continué de diminuer au quatrième trimestre, mais à une plus petite échelle. Selon les résultats de l'[Enquête canadienne sur la situation des entreprises](#) publiée récemment et portant sur le premier trimestre de 2021, près du quart des entreprises s'attendaient à ce que le maintien de flux de trésorerie suffisants ou de la gestion de la dette constitue un obstacle au cours des trois mois suivants.

Graphique 6
Demande de fonds des sociétés privées non financières

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 36-10-0579-01.

L'offre de fonds du secteur financier augmente

Les sociétés financières ont injecté 70,5 milliards de dollars dans l'économie au moyen d'instruments du marché financier, en hausse par rapport à 35,8 milliards de dollars au trimestre précédent. Au quatrième trimestre, le financement a pris principalement la forme d'achats d'obligations de 80,5 milliards de dollars, ce qui a été atténué par une réduction nette d'effets à court terme d'environ la moitié de leur taille. Les prêts hypothécaires ont également constitué une composante importante, dépassant pour la première fois la barre des 40 milliards de dollars et contrastant avec l'opération de prêts non hypothécaires plus limitée qui était principalement liée aux prêts des banques à charte aux non-résidents.

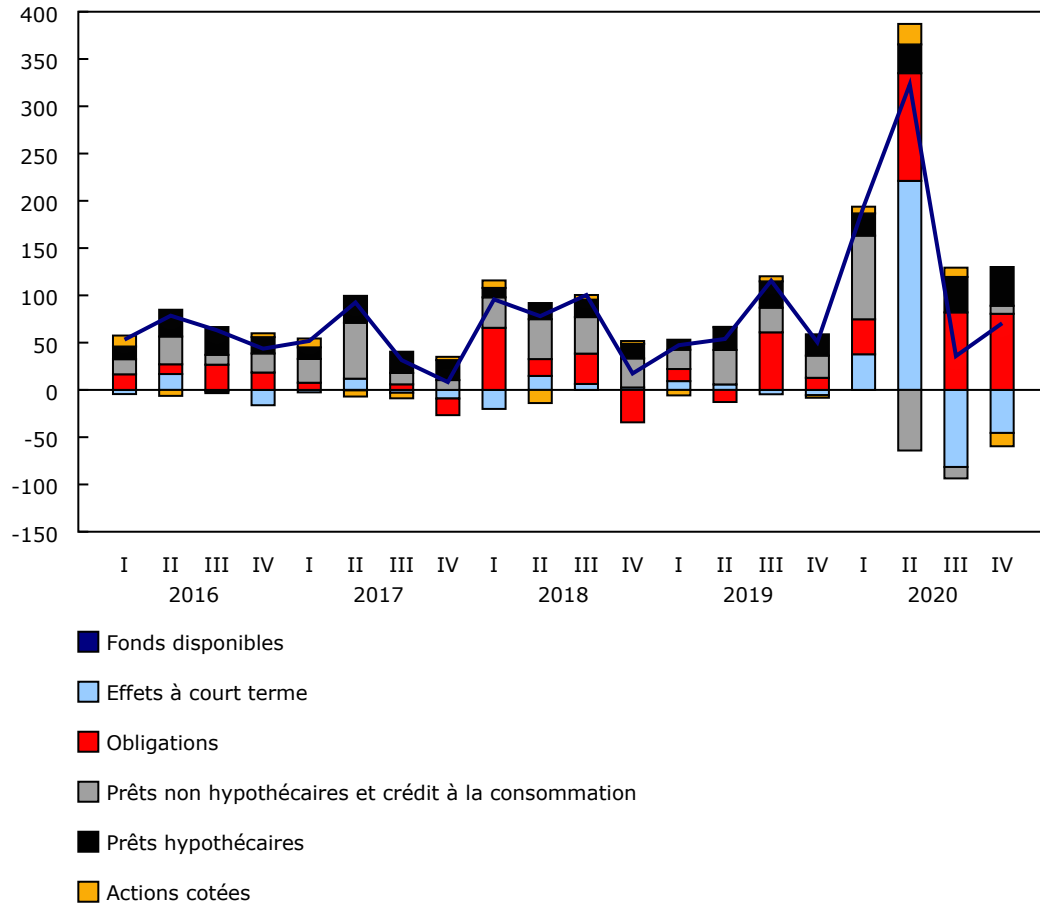
La Banque du Canada, un sous-secteur du secteur financier, a plus que quadruplé la taille de son bilan, celui-ci étant passé de 123,2 milliards de dollars à la fin de 2019 à 554,4 milliards de dollars à la fin de 2020.

La valeur marchande des actifs financiers s'est accrue de 4,1 % pour se chiffrer à 18 142,5 milliards de dollars pour les sociétés financières. Cela s'explique principalement par une augmentation de la valeur des actions et des parts de fonds d'investissement de plus de 600 milliards de dollars, les hausses sur les marchés boursiers ayant entraîné des réévaluations positives des actions et des fonds d'investissement canadiens et étrangers. La situation était semblable pour les fonds communs de placement, qui ont augmenté de 5,8 % pour se chiffrer à 2 718,0 milliards de dollars, et dans les caisses de retraite en fiducie, la majeure partie de l'augmentation au quatrième trimestre étant attribuable à la hausse de la valeur des avoirs en actions étrangères. Pour ces deux secteurs axés sur les

investisseurs institutionnels, les réévaluations profitent à la valeur nette du secteur des ménages, puisque les ménages sont l'actionnaire majoritaire des parts de fonds communs de placement et du patrimoine des régimes de retraite.

Graphique 7 Prêts accordés par le secteur financier

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 36-10-0578-01.

Note aux lecteurs

Révisions

La présente diffusion des données du quatrième trimestre des comptes du bilan national et des flux financiers comprend les estimations révisées du premier trimestre au troisième trimestre de 2020. Ces données intègrent des données nouvelles, des données révisées ainsi que des données mises à jour sur les tendances saisonnières. Un aperçu de ces révisions apportées aux concepts, aux méthodologies et aux statistiques est présenté dans le document « [Un aperçu des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 1990 à 2020](#) ».

Des améliorations aux données des comptes du bilan national et des flux financiers, telles que l'élaboration de renseignements détaillés sur les contreparties par secteur, seront incorporées sous peu. Afin de faciliter cette initiative ainsi que d'autres améliorations, il a fallu prolonger la période de la révision annuelle (normalement les trois années précédentes) au moment de la diffusion des données du troisième trimestre. Ainsi, pour les deux prochaines années, lors de la diffusion des comptes financiers et du patrimoine du troisième trimestre, les données seront révisées rétrospectivement jusqu'à 1990 pour assurer une série chronologique continue.

Analyse de la répartition

L'analyse de la répartition présentée dans la présente diffusion est fondée sur les extrapolations des répartitions infra-annuelles expérimentales des [comptes économiques répartis pour le secteur des ménages](#) (CERSM) publiées le 1^{er} mars ainsi que sur les données sur les tendances du passif des ménages. Les estimations du quatrième trimestre des CERSM seront publiées au printemps 2021.

Comptes financiers et du patrimoine sur une base de qui à qui : certains instruments financiers

Le produit de visualisation des données « [Comptes financiers sur une base de qui à qui, certains instruments financiers](#) » a été mis à jour en fonction des données du premier trimestre au quatrième trimestre de 2020. De plus, les prêts hypothécaires ont été ajoutés dans cette version.

Prochaine diffusion

Les données du premier trimestre de 2021 sur les comptes du bilan national et des flux financiers seront diffusées le 11 juin 2021.

Aperçu des comptes financiers et du patrimoine

La présente diffusion des données des comptes financiers et du patrimoine regroupe les comptes du bilan national (CBN), les comptes des flux financiers (CFF) et les comptes des autres changements d'actifs.

Les CBN sont composés des bilans de tous les secteurs et sous-secteurs de l'économie. Les principaux secteurs sont les ménages, les institutions sans but lucratif au service des ménages, les sociétés financières, les sociétés non financières, les administrations publiques et les non-résidents. Les CBN englobent tous les actifs non financiers nationaux et toutes les créances d'actifs et de passifs financiers non réglées de tous les secteurs. Afin de permettre une meilleure interprétation des données sur les flux financiers, certaines séries sur les emprunts des ménages sont offertes sur une base désaisonnalisée (tableau [38-10-0238-01](#)). Toutes les autres données ne sont pas désaisonnalisées. Pour obtenir des renseignements sur la désaisonnalisation, veuillez consulter la page [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les CFF permettent de mesurer les prêts et les emprunts nets par secteur en examinant les opérations financières dans l'économie. Ils fournissent une mesure de l'investissement financier net, qui correspond à la différence entre les opérations en actifs financiers et en passifs financiers (p. ex. les achats nets de titres moins les émissions nettes de titres). Les CFF mettent également en lumière le lien entre les activités financières et non financières dans l'économie, lequel associe les estimations de l'épargne et l'acquisition de capital non financier (p. ex. l'investissement en logements neufs) aux opérations financières sous-jacentes.

Alors que les CFF enregistrent des changements dans les actifs et les passifs financiers entre l'ouverture et la fermeture du bilan associés aux transactions lors de la période de comptabilisation, la valeur des actifs et des passifs détenus par une institution peut aussi changer pour d'autres raisons. Ces autres types de changements, que l'on appelle les autres flux économiques, sont enregistrés dans le compte des autres changements d'actifs.

Ce compte comporte deux composantes principales. La première composante principale est le compte des autres changements de volume d'actifs. Ce compte comprend les changements dans les actifs et les passifs non financiers et financiers liés à l'apparition économique et à la disparition d'actifs, les effets d'événements externes comme les guerres ou les catastrophes sur la valeur des actifs ainsi que les changements de classification et de structure des actifs. La deuxième composante principale est le compte de réévaluation, qui présente les gains et les pertes d'avoirs revenant aux propriétaires d'actifs et de passifs non financiers et financiers pendant la période de comptabilisation découlant des changements dans les évaluations aux prix du marché.

À l'heure actuelle, seul l'agrégat des autres changements d'actifs est accessible dans le Système canadien des comptes macroéconomiques; aucun renseignement sur les différentes composantes n'est accessible.

Les définitions relatives aux indicateurs financiers sont présentées dans le document intitulé « [Indicateurs financiers des Comptes du bilan national](#) » et dans le [Glossaire du Système canadien des comptes macroéconomiques](#).

Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages

Le compte du bilan national pour le secteur des ménages est réparti entre un certain nombre de dimensions socioéconomiques dans le cadre des [comptes économiques répartis pour le secteur des ménages](#). Des données sur le patrimoine et ses composantes selon le quintile de revenu, l'âge, la génération et la région peuvent être consultées dans les tableaux [36-10-0585-01](#), [36-10-0586-01](#), [36-10-0589-01](#) et [36-10-0590-01](#).

Il est possible d'en apprendre davantage sur la méthodologie utilisée pour les estimations sur le patrimoine des comptes économiques répartis pour le secteur des ménages en consultant l'article « [Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, estimations des répartitions des actifs, des passifs et de la valeur nette, 2010 à 2019 : rapport technique sur la méthodologie et la qualité](#) ».

Tableau 1
Comptes du bilan national — Valeur marchande, données non désaisonnalisées

	Troisième trimestre de 2019	Quatrième trimestre de 2019	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020	Troisième trimestre de 2020	Quatrième trimestre de 2020	Troisième trimestre au quatrième trimestre de 2020
	milliards de dollars						variation en milliards de dollars
Valeur nette nationale	12 511	12 691	12 569	12 619	13 174	13 777	603
Variation d'une période à l'autre, en pourcentage	-0,4	1,4	-1,0	0,4	4,4	4,6	...
Patrimoine national	11 717	11 712	11 707	11 577	12 061	12 416	355
Variation d'une période à l'autre, en pourcentage	-0,4	-0,0	-0,0	-1,1	4,2	2,9	...
Bilan net des investissements internationaux du Canada	794	979	862	1 043	1 113	1 361	248
Valeur nette nationale, par secteur							
Secteur des ménages	11 502	11 698	11 298	11 916	12 328	12 789	461
Secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages	132	135	139	142	145	149	3
Secteur des sociétés	616	551	936	534	662	777	115
Secteur des administrations publiques	261	307	196	28	39	63	24
	dollars						variation en dollars
Valeur nette nationale par habitant	330 949	334 867	330 825	330 549	343 172	357 955	14 783
Patrimoine national par habitant	309 947	309 041	308 138	303 237	314 191	322 604	8 413

... n'ayant pas lieu de figurer

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableau 36-10-0580-01.

Tableau 2
Indicateurs du secteur des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages — Valeur marchande

	Troisième trimestre de 2019	Quatrième trimestre de 2019	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020	Troisième trimestre de 2020	Quatrième trimestre de 2020
	%					
Secteur des ménages, données non désaisonnalisées						
Dettes en proportion du produit intérieur brut (PIB)	103,35	103,12	103,41	107,54	110,54	112,62
Dettes en proportion du revenu disponible	181,27	180,87	179,24	173,49	172,47	172,01
Dettes sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	179,04	178,60	177,00	171,34	170,32	169,87
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion du revenu disponible	169,60	169,12	167,59	162,17	161,34	160,88
Valeur nette en proportion du revenu disponible	883,69	887,93	846,23	860,37	869,21	886,26
Dettes en proportion des actifs totaux	17,02	16,92	17,48	16,78	16,56	16,25
Dettes en proportion de la valeur nette	20,51	20,37	21,18	20,16	19,84	19,41
Dettes sur le marché du crédit en proportion de la valeur nette	20,26	20,11	20,92	19,91	19,60	19,17
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion de la valeur nette	19,19	19,05	19,80	18,85	18,56	18,15
Total des actifs en proportion de la valeur nette	120,51	120,37	121,18	120,16	119,84	119,41
Actifs financiers en proportion de la valeur nette	64,01	64,22	61,92	62,91	62,75	62,72
Actifs financiers en proportion des actifs non financiers	113,27	114,39	104,50	109,88	109,91	110,64
Capitaux propres en proportion des biens immobiliers	73,29	73,28	73,54	73,70	73,96	74,24
Biens immobiliers en proportion du revenu disponible	440,71	440,31	444,11	437,40	440,32	446,70
Secteur des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages, données non désaisonnalisées						
Dettes en proportion du PIB	105,54	105,30	105,61	109,83	112,88	114,98
Dettes en proportion du revenu disponible	180,45	180,03	178,39	172,74	171,66	171,25
Dettes sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	176,13	175,67	174,24	168,60	167,49	167,08
Secteur des ménages, données désaisonnalisées						
Dettes sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	181,55	181,03	180,30	161,19	170,80	174,96
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion du revenu disponible	171,94	171,44	170,73	152,57	161,75	165,71

Source(s) : Tableaux 38-10-0235-01 et 38-10-0238-01.

Tableau 3
Indicateurs du secteur des sociétés — Données non désaisonnalisées

	Troisième trimestre de 2019	Quatrième trimestre de 2019	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020	Troisième trimestre de 2020	Quatrième trimestre de 2020
	%					
Secteur des sociétés						
Dette totale des sociétés privées non financières en proportion des capitaux propres (valeur marchande)	196,57	194,57	221,54	209,14	200,89	195,23
Dette sur le marché du crédit des sociétés privées non financières en proportion des capitaux propres (valeur comptable)	63,74	63,12	69,45	66,60	64,84	62,88

Source(s) : Tableau [38-10-0236-01](#).

Tableau 4
Indicateurs du secteur des administrations publiques — Données non désaisonnalisées

	Troisième trimestre de 2019	Quatrième trimestre de 2019	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020	Troisième trimestre de 2020	Quatrième trimestre de 2020
	%					
Secteur des administrations publiques						
Dette brute (valeur comptable) en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), administrations publiques	110,37	108,66	113,25	133,03	137,19	141,10
Dette brute (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administration publique fédérale	41,93	41,38	42,64	58,02	60,09	63,85
Dette brute (valeur comptable) en pourcentage du PIB, autres administrations publiques	63,23	62,42	64,37	69,65	72,24	72,42
Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administrations publiques	38,26	37,33	37,47	42,86	46,24	47,86
Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administration publique fédérale	25,46	25,19	25,22	31,01	34,62	36,49
Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du PIB, autres administrations publiques	26,29	25,81	26,10	26,80	26,94	27,05

Source(s) : Tableau [38-10-0237-01](#).

Tableaux disponibles : [11-10-0065-01](#), [36-10-0448-01](#), [36-10-0467-01](#), [36-10-0578-01](#) à [36-10-0580-01](#) , [36-10-0610-01](#) et [38-10-0234-01](#) à [38-10-0238-01](#) .

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [1804](#) et [1806](#).

Le document « [Un aperçu des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 1990 à 2020](#) », qui fait partie de la collection *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens (13-605-X)*, est accessible.

Il est maintenant possible de consulter le produit de visualisation de données intitulé « [Comptes financiers sur une base de qui à qui, certains instruments financiers](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Produits de visualisation des données (71-607-X2018015)*.

Il est maintenant possible de consulter le produit de visualisation de données intitulé « [Centre de statistiques sur l'infrastructure](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Produits de visualisation des données (71-607-X)*.

Il est maintenant possible de consulter le produit de visualisation de données intitulé « [Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, patrimoine : outil interactif](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Produits de visualisation des données (71-607-X2020006)*.

Il est maintenant possible de consulter le produit de visualisation de données intitulé « [Statistiques sur les titres financiers](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Produits de visualisation des données (71-607-X2019004)*.

Le portail [Statistiques des comptes économiques](#), accessible sous l'onglet *Sujets* de notre site Web, offre un portrait à jour des économies nationale et provinciales et de leurs structures.

Il est également possible de consulter le *Guide de l'utilisateur : Système canadien des comptes macroéconomiques (13-606-G)*.

Il est également possible de consulter le *Guide méthodologique : Système canadien des comptes macroéconomiques (13-607-X)*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca) ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).